

Quelles sont les lignes de fracture de la société polonaise ? Quelles sont les racines historiques de la division ? Comment peut évoluer le mouvement de contestation contre les conservateurs/populistes au pouvoir ? *Hulala* s'est entretenu avec l'historien Matthieu Gillibert, docteur en histoire, diplômé de l'Université de Fribourg.

Un an après l'arrivée au pouvoir du parti conservateur Droit et Justice (PiS), la société polonaise semble très polarisée entre libéraux et conservateurs. Quelles sont les deux populations qui s'opposent et quelles sont leurs positions/visions respectives ?

En fait, cette vision binaire est largement influencée par le PiS lui-même. Ses adversaires politiques sont systématiquement délégitimés, considérés comme anti-patriotes, hystériques, déconnectés du peuple, alors que le PiS représenterait la Pologne, comprendrait les besoins et les aspirations du peuple. Cette perception binaire du champ politique est donc fortement attisée par le parti au pouvoir. Cela dit, il est vrai qu'en un an, les fronts se radicalisent, laissant apparaître, d'une part, une Pologne conservatrice sur le plan des mœurs, nationaliste, isolationniste, protectionniste ; de l'autre, une Pologne libérale (plus économiquement que socialement), européenne, urbaine. Même si l'opposition est traversée par des clivages très importants, le PiS a réussi, en particulier ce week-end, à l'agréger contre l'action gouvernementale. Certains politologues parlent de la fin de l'époque postcommuniste, qui était marquée par un certain consensus au sein de l'élite politique et garantissait la pluralité des partis, et le début d'un système régime/opposition.

Quelles sont les racines historiques de cette profonde division ? De qui/quoi le PiS est-il l'héritier ?

Le PiS profite d'un glissement à droite de la société polonaise, particulièrement visible à partir des déboires du parti social-démocrate au pouvoir et des élections de 2005 : depuis lors, on assiste à une guerre des droites entre la droite européenne et libérale PO et la droite eurosceptique et conservatrice PiS. La gauche, minée par les divisions, est même absente aujourd'hui du Sejm (la chambre basse du parlement, *ndlr*). Les cadres du PiS proviennent principalement de franges conservatrices du syndicat Solidarność, de dissidents PO, et des nombreux micro-partis de centre-droit qui animent la vie politique des années 1990. Historiquement, le PiS est soutenu par les bas revenus, les milieux ruraux, les catholiques pratiquants et les personnes âgées. Géographiquement, ses principaux bastions se situent à l'est de la Vistule. Avec les élections de 2015, on voit le parti avancer vers la Pologne occidentale et la jeunesse le soutient davantage.

«Les cadres du PiS considèrent que la transition polonaise de 1989 a été une manœuvre du pouvoir communiste et que ceux de l'opposition qui y ont participé ont été manipulés ou ont manipulé les

négociations : Adam Michnik et Lech Wałęsa sont ainsi perçus comme des traîtres.»

Le PiS mobilise-t-il l'Histoire pour justifier ses actes ?

Les travaux des historiens sont régulièrement décrédibilisés, et des pans entiers de l'histoire ne sont pas ressortis dans le débat politique. Paradoxalement, la politique historique bat son plein. La mobilisation du passé est à la fois constante et intense. Le PiS cultive de manière générale un récit national très homogène, gommant les contradictions et les nuances, où la Pologne est grande dans la tragédie, et toujours victime d'attaques extérieures. Plus particulièrement, il y a depuis le passage au pouvoir en 2005-2007 et actuellement, une chasse aux collaborateurs du régime communiste qui saperait de l'intérieur les fondements de l'État polonais. En 2006, la loi de la lustration, largement invalidée par le Tribunal constitutionnel, devait éliminer de la fonction publique tous les anciens employés de l'État communiste. Aujourd'hui, le PiS s'en prend aux rentes des anciens fonctionnaires de la sécurité. Les cadres du PiS considèrent que la transition polonaise de 1989 a été une manœuvre du pouvoir communiste et que ceux de l'opposition qui y ont participé ont été manipulés ou ont manipulé les négociations : Adam Michnik et Lech Wałęsa sont ainsi perçus comme des traîtres. En fait, ce retour en arrière permet de discréditer l'ensemble de la classe politique qui serait corrompue dans une république elle-même issue d'une manipulation. De manière plus personnelle, il y a peut-être de la frustration de la part de certaines personnalités comme Jarosław Kaczyński qui étaient marginalisées pendant ce processus de transition.

Comment voyez-vous évoluer le mouvement de contestation et comment sortir de l'impasse ?

À vrai dire, je suis assez pessimiste. Premièrement, il ne me semble pas que ceux qui ont voté pour le PiS soient déçus. Et ceux qui le contestent sont les mêmes qu'il y a un an ; ils sont peut-être plus nombreux en attirant des citoyens – et surtout des citoyennes ! – n'ayant pas voté. Mais il n'y a pas d'affaiblissement du socle de soutien du PiS : au contraire, les manifestations d'opposition peuvent renforcer ces électeurs, qui adhèrent au discours du parti répétant que les opposants ne savent pas perdre. Il y a donc le risque d'une escalade, d'une radicalisation des deux camps. Deuxièmement, l'espace public tend à se restreindre à cause des lois sur la nomination des dirigeants du service public, sur la restriction d'espaces politiques et juridiques aux journalistes. De plus, dans les campagnes, les journaux d'opposition généralistes sont très peu accessibles en kiosques.

Le débat est donc davantage inspiré des slogans politiques et perd en rationalité. Cela dit, je suis impressionné par le mouvement de contestation, notamment des femmes : il y a des mécanismes de transmission des pratiques de mobilisation, depuis les années 1970-1980, très intéressants. Le critère économique jouera, je pense, un rôle important : les réformes (retraites, aide aux familles avec enfants) sont très chères, les menaces contre les chaînes de distribution internationales risquent de détériorer la situation économique. Est-ce que ces difficultés affaibliront le pouvoir ? Est-ce que la radicalisation du pouvoir provoquera un renforcement et un élargissement de

l'opposition ? Est-ce que les 50 % d'électeurs absents aux élections se mobiliseront ? Derrière ces questions se cachent les pistes hypothétiques de changements.

«Qu'est-ce que le peuple ? Environ 19 % du corps électoral a voté pour le PiS. 50 % se sont abstenus ; et le reste n'a pas voté pour le PiS. Il me semble difficile de savoir ce que le peuple souhaite sur la base des élections...»

Comment expliquer qu'une partie importante de la population semble aujourd'hui se retourner contre l'Union européenne et la démocratie libérale qui - dit-on - auraient permis le « miracle polonais » ?

Ce phénomène complexe se situe à plusieurs niveaux. Premièrement, le rejet de l'UE, voire de la démocratie libérale, est présent dans tout le monde occidental ; les démocraties libérales ont d'ailleurs toujours dû composer avec ces critiques, qui atteignent aujourd'hui un degré de radicalité et de violence préoccupant. Deuxièmement, l'entrée dans l'UE était liée à de grands espoirs ; les réalisations furent importantes, mais des franges de la population n'ont pas profité de ces améliorations. C'est particulièrement le cas de la jeunesse : le chômage des jeunes reste élevé (plus de 20 %), les emplois pour les diplômés sont peu rémunérés, sans compter ceux qui quittent le pays. Troisièmement, après 8 ans à la tête du pays, il y a eu une usure du pouvoir pour le PO, ce qui a engendré du mécontentement, mais également la création de nouveaux partis, l'émergence de nouvelles figures, parfois un peu baroques, rassemblant des électeurs déçus du conservatisme social du PO. En 2015, le PiS qui a appris de ses précédents échecs était particulièrement bien préparé pour les rendez-vous électoraux. Cela dit, par rapport à d'autres partis eurosceptiques, le PiS ne peut pas revendiquer un « polxit », qui serait désastreux pour le pays.

Le PiS bénéficie du soutien de la majorité de la population, majorité relative, mais majorité tout de même. Cela ne signifie-t-il pas que le peuple polonais est demandeur d'une démocratie plus dirigée, plus autoritaire ?

Qu'est-ce que le peuple ? Environ 19 % du corps électoral a voté pour le PiS. 50 % se sont abstenus ; et le reste n'a pas voté pour le PiS. Il me semble difficile de savoir ce que le peuple souhaite sur la base des élections... Mais il y a, en tous les cas, par rapport à d'autres pans de la population polonaise, une forte mobilisation de personnes souhaitant effectivement une démocratie plus autoritaire, dépourvue de la compétition politique entre les partis, et agréée par la hiérarchie catholique.

En quoi ce qui se passe actuellement en Pologne concerne-t-il toute l'Europe ? Varsovie est-elle selon vous à un avant-poste de l'opposition de plus en plus frontale entre le libéralisme et un retour de forces conservatrices ? Cela peut-il préfigurer de situations à venir ailleurs...en Europe...de l'Ouest ?

Même s'il y a des spécificités, le cas polonais n'est pas isolé. Les situations polonaise et hongroise ont par exemple beaucoup de similitudes. Habitant en Suisse, je vois également quelques traits communs entre le PiS et l'UDC : souverainisme, isolationnisme, critique d'une prétendue classe politique. Avec la Pologne, on a un exemple concret de la gestion du pouvoir par un parti populiste de droite, conservateur à tendance autoritaire. Le climat politique est continuellement sous tension et la compétition politique disparaît au profit d'une forte polarisation, des anathèmes réciproques et des actions de délégitimation de l'adversaire. Mais la Pologne, malgré une forte désillusion dans l'actuelle opposition, montre également une forte capacité de mobilisations, d'inventivité et d'endurance dans les actions citoyennes.